

Publié le 07 juin 2012 à 05h00 | Mis à jour le 07 juin 2012 à 11h05

## Relance de la Davie: 4000 emplois promis



- [Agrandir](#)
- Photo Le Soleil, Steve Deschênes



### [Pierre Couture](#)

Le Soleil

(Québec) Le groupe d'hommes d'affaires québécois qui veut acheter et relancer le chantier maritime Davie voit grand. Ils parlent de créer jusqu'à 4000 emplois pour faire tourner les installations sept jours sur sept à Lévis.

«Notre modèle d'affaires est basé sur une production de sept à neuf navires par année. Nous pourrions alors avoir besoin jusqu'à 4000 travailleurs dont les quarts de travail seraient répartis sur 24 heures, sept jours sur sept», a indiqué hier le porte-parole Michel Juneau-Katsuya en entrevue au *Soleil*.

L'embauche de 4000 travailleurs au chantier maritime Davie serait exceptionnelle. L'ancien propriétaire du chantier, la société norvégienne Teco Management, avait promis la création de 2000 emplois alors que seulement 1000 postes ont été créés sous leur règne entre 2006 et 2010.

M. Juneau-Katsuya, de passage à Québec hier, a d'ailleurs rencontré des représentants du ministère du Développement économique et d'Investissement Québec. Une rencontre qualifiée de «très positive».

Le groupe d'investisseurs dirigé par M. Juneau-Katsuya, un ancien agent des services secrets canadiens, dit avoir en main des lettres d'intention pour la construction d'au moins 60 petits et moyens navires dont les clients viennent d'Europe, des États-Unis, du Proche-Orient et d'Asie. «La plupart de nos clients possèdent des flottes variant entre 600 et 1000 navires chacune. Ce sont des gens très sérieux qui brassent des affaires partout sur la planète», a-t-il formulé.

Selon ce dernier, les navires construits à Lévis seraient destinés au secteur commercial, dont le déplacement d'eau varierait entre 7000 et 20 000 tonnes. «La flotte de navires de nos clients se fait de plus en plus vieillissante. On parle de 45 000 navires sur la planète dont la vie utile [35 ans] est dépassée. Il y a un marché énorme pour ce type de bateaux.»

Le plan d'affaires du groupe québécois comprend également un volet location, où les bateaux construits à Lévis seraient loués aux armateurs du monde entier pour des contrats dit «juste à temps». «C'est un marché très en demande, a dit M. Juneau-Katsuya. L'équipage et les bateaux seraient canadiens.»

Le groupe d'investisseurs québécois dit ne demander aucune subvention pour relancer la machine à Lévis. «Nous, on ne demande rien, juste l'accès aux programmes réguliers. On veut toutefois un signal clair. Le gouvernement est très sérieux, mais il est pris entre l'arbre et l'écorce. Il faudrait savoir qui est actuellement le propriétaire du chantier.»

On sait que le groupe ontarien Upper Lakes possède toujours le chantier maritime Davie. Mais il a clairement signifié récemment au gouvernement du Québec qu'il entendait quitter le navire. M. Juneau-Katsuya dit avoir déposé une offre à Upper Lakes. Une demande qui est toutefois demeurée sans suite.

Les hommes d'affaires québécois soutiennent avoir obtenu des garanties financières de 400 millions\$ de la part de grandes banques de Toronto et de New York. «Des financiers internationaux ont vu notre plan d'affaires et ils sont très à l'aise avec», a fait savoir M. Juneau-Katsuya.

Pour relancer le chantier maritime fermé depuis plus de deux ans, on prévoit notamment investir 60 millions\$ au cours des six premiers mois suivant son acquisition, question de remettre à niveau les infrastructures et former les futurs travailleurs.

Par la suite, l'activité au chantier maritime pourrait reprendre rapidement avec la construction des deux navires de la Société des traversiers du Québec. Ces deux traversiers font partie d'un contrat de 120 millions\$ octroyé de gré à gré au chantier maritime Davie l'an dernier par le gouvernement Charest.

Outre la production de navires, les investisseurs québécois veulent également développer une division pour l'industrie lourde (secteur du métal). Ils pourraient ainsi produire à Lévis des composants en acier comme des conteneurs, des wagons de train et des pièces d'éoliennes, par exemple.

M. Juneau-Katsuya entend également jouer la carte de la transparence auprès des travailleurs du chantier maritime, échaudés ces dernières années par des gestionnaires qui n'ont pas été capables de remplir leurs promesses.

En ce sens, un siège sera réservé aux travailleurs au sein du futur conseil d'administration du chantier maritime, assure-t-on. «Car on a beau avoir le financement, les connaissances techniques et les clients, il nous faut trouver tous les travailleurs nécessaires. Ramener la main-d'œuvre au chantier, c'est notre objectif, car nous avons la conviction que nous sommes assis sur un joyau qui a été mal utilisé pendant des années», a fait valoir M. Juneau-Katsuya.